

Les maires se mobilisent pour le lac Saint-Pierre

Actions à prendre rapidement



©gracieuseté

ENVIRONNEMENT. Les maires des municipalités riveraines du lac Saint-Pierre passent à l'action. Ils viennent de former un groupe de travail (caucus) dans le but d'assumer un leadership politique et cibler les priorités découlant du plan d'action déposé (2016) par la Table de concertation régionale du lac Saint-Pierre (T.C.R.L.S.-P.).

Le maire de Saint-Ignace-de-Loyola, Jean-Luc Barthe, et ses collègues présents à une rencontre tenu le 14 mars, à Sorel-Tracy, répondaient à l'appel du maire de cette dernière localité et de celui de Trois-Rivières afin d'entreprendre une mobilisation pour que des actions soient prises rapidement.

Point de vue

Ils jugent que le statu quo n'est plus acceptable. Il est notamment fait allusion à certains usages agricoles dans la plaine inondable.

Exiger la tenue d'une rencontre avec les ministres du gouvernement du Québec dans les plus brefs délais pour obtenir un engagement clair quant aux mesures du plan d'action de la T.C.R.L.S.-P. (organisme mis en place par Québec) est au nombre des priorités d'action ciblées par les maires.

Il s'agit aussi de s'assurer de la mise en place d'un pôle d'expertise agroenvironnementale pour développer de nouvelles cultures et des pratiques innovantes sans pénaliser les agriculteurs.

On veut également tenir une nouvelle rencontre au printemps pour faire le bilan des actions et poursuivre la mobilisation.

Appuyée par l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, un regroupement de plus de 125 municipalités du Québec, de l'Ontario et de huit États américains, l'initiative du caucus des maires se veut un soutien politique au travail essentiel de la T.C.R.L.S.-P. La Table représente 53 organismes du milieu, tous préoccupés par la santé environnementale du lac Saint-Pierre.

Les maires du caucus ne veulent aucunement se substituer à ces organismes sur lesquels leurs municipalités ont déjà des représentants.

Ils jugent cependant que le temps est venu qu'ils interviennent et fassent entendre leur voix haut et fort, motivés par un sentiment d'urgence d'agir pour protéger le lac.

Ils rappellent qu'il y a déjà 17 ans que le lac Saint-Pierre a été reconnu comme réserve mondiale de la biosphère par L'UNESCO.

«Il est donc urgent qu'un leadership municipal se manifeste afin que cesse l'apport excessif de nutriments et de sédiments, une menace identifiée pour l'écosystème du lac Saint-Pierre», termine le caucus des maires. **(P.B.)**